

‘Cybercitoyenneté’ et mobilisation en ligne des migrants. Nouvelles formes de participation transnationale et d’action collective à l’ère du numérique

Mihaela Nedelcu*

Résumé

Facilitant la coprésence d’acteurs mobiles dans des locations multiples, Internet constitue un espace d’action collective pour les migrants. Cet article explore son potentiel en tant que nouvelle sphère publique transnationale en contexte migratoire. Sur la base de deux études de cas de mobilisation online des migrants roumains, il permet de comprendre la capacité d’Internet à amplifier la visibilité des initiatives des migrants, à faciliter le lobby et encourager différentes actions civiques et politiques transnationales. D’une part, Internet offre un espace d’expression démocratique pour les minorités de migrants, permettant l’émergence d’une « voix » collective au service de leurs intérêts à la fois dans la société d’accueil et celle d’origine. D’autre part, les plateformes de communication online créent les conditions nécessaires à l’action collective des migrants et des non-migrants au-delà des frontières étatiques. Ainsi, Internet facilite l’émergence d’un nouveau modèle participatif et génère un nouvel équilibre des relations de pouvoir au sein d’une sphère publique transnationale.

Abstract

Facilitating the co-presence of mobile actors in multiple locations, Internet provides space of collective action for dispersed population. This paper explores the potential of Internet as a new transnational public sphere in migratory context. Based on two case studies

* Docteure en sociologie, Professeure associée, Institut de Sociologie, Université de Neuchâtel, Faubourg de

l’Hôpital 27, 2000 Neuchâtel, Suisse, courriel : mihaela.nedelcu@unine.ch.

of online mobilization of Romanian migrants, it allows understanding the capacity of Internet to amplify the visibility of migrants' initiatives, to facilitate the lobbying and enable transnational civic and political actions. On the one hand, Internet offers space of democratic expression for migrant minorities and allows the emergence of a collective 'voice' able to defend the interests of migrant populations both in the host and origin societies. On the other hand, the online communication platforms create basic conditions for collective agency gathering migrant and non-migrant populations over the borders. Thus, Internet generates a new participatory pattern and enables a new equilibrium of power relations within a transnational public sphere.

Les migrations récentes se développent dans un monde social profondément transformé par de multiples processus de globalisation qui se complexifient davantage à l'ère du numérique. Les technologies d'information et de communication (TIC) façonnent de nouveaux modes de vie interconnectés dans un régime ubiquitaire de téléprésence. Sur le plan migratoire, elles génèrent de nouveaux espaces transnationaux où migrants et non-migrants multiplient leurs interactions, avec des conséquences sociales complexes et dialogiques. D'une part, à l'aide des TIC, les migrants sont plus à même de diversifier leurs appartenances, de s'approprier des valeurs cosmopolites, de se forger une identité plurielle détachée de l'emprise territoriale, de prendre des décisions et d'agir à distance en temps (presque) réel. D'autre part, bien qu'elles contribuent à accélérer l'intégration dans les pays d'accueil, en diversifiant les voies et les stratégies d'incorporation sociale des migrants, les TIC deviennent

également les instruments d'une mobilisation spécifique, autour de valeurs et d'appartenances particularistes, liées à une origine ethnique particulière¹.

En facilitant la coprésence d'acteurs mobiles et dispersés, Internet encourage de nouvelles formes d'action collective. Cet article explore son potentiel en tant que nouvelle sphère publique transnationale en contexte migratoire. Dans un premier temps, nous abordons les questions de l'appartenance (nationale), de la participation (politique) et de la citoyenneté (flexible) sous l'angle des études transnationales. Ensuite, nous nous penchons sur l'analyse de deux études de cas de mobilisation online des migrants roumains. La première étude concerne une campagne d'image online qui a mobilisé un grand nombre de migrants roumains en Suisse lors du référendum organisé en février 2009 dans ce pays contre l'extension des accords de libre circulation à la Roumanie et la Bulgarie, les deux derniers Etats-membres de l'Union Européenne². Le second cas se focalise sur le fonctionnement d'un réseau virtuel transnational de jeunes scientifiques roumains dispersés dans le monde qui s'engage activement dans les processus de réforme de l'enseignement et de la recherche dans leur pays d'origine³. En conclusion, cet article met en évidence l'impact des TIC sur la mobilisation citoyenne et politique des migrants. D'une part, Internet constitue un espace d'expression démocratique investi par certains groupes de migrants. D'autre part, il devient le creuset d'une action collective qui mobilise à la fois des migrants et des non-migrants par-delà les frontières. Ainsi, Internet génère un nouveau modèle participatif au sein duquel s'articulent des ressources et des dynamiques à la fois locales et globales.

¹ NEDELCU, Mihaela *Le migrant online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*, Paris : L'Harmattan, 2009, 323 p.

² Cette étude de cas se base sur une analyse de contenu de données webographiques extraites du site web www.casa-romanilor.ch, suite à une observation approfondie des échanges et des dynamiques développés sur ce site entre décembre 2008 et février 2009. Quelques entretiens compréhensifs menés en avril-mai 2009 ont complété notre investigation.

³ Il s'agit cette fois d'une étude netnographique menée entre 2001 et 2006 ; elle repose sur l'observation du site web www.ad-astra.ro et une analyse de contenu d'une archive contenant plus de 6 000 messages échangés dans la liste de discussions liée à ce site.

1. Processus participatifs et citoyenneté flexible des migrants à l'ère du numérique : quelques bases théoriques

Bien que nombre de scientifiques ont montré que le transnationalisme migrant n'est pas une caractéristique de la modernité⁴, les processus transnationaux acquièrent une qualité nouvelle à l'ère du numérique⁵. Ils se caractérisent par l'intensité et la simultanéité des échanges et des activités de longue distance qui enjambent des frontières étatiques, participant à l'émergence de nouveaux habitus transnationaux⁶ et engendrant une transformation profonde des structures sociales⁷. Le *migrant online* – acteur de la modernité au croisement de l'*homo mobilis* et l'*homo numericus* – incarne par ailleurs certains des changements sociaux générés par deux des principales forces motrices du monde social d'aujourd'hui : la mobilité et la technologie⁸. Capable d'agir à distance, il redessine une nouvelle géographie du social et du politique, en maîtrisant des champs sociaux transnationaux et contribuant à la reconfiguration des rapports de pouvoir entre des acteurs locaux et globaux.

Dans ce contexte, les gouvernements des pays d'origine et d'accueil s'intéressent de plus en plus aux loyautés plurielles que les migrants affichent au quotidien. D'un point de vue politique, les transmigrants vivent en prise avec plusieurs régimes de citoyenneté et de participation, à l'œuvre à la fois dans le pays d'origine et dans leur pays d'accueil. Le contact avec des idéologies et des systèmes politiques différents façonne leur sens d'appartenance et

⁴ SCHNAPPER, Dominique, « De l'Etat-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 17 (2), 2001, pp. 9-36. VERTOVEC, Steven « Conceiving and researching transnationalism », *Ethnic and Racial Studies* 22 (2), March 1999, pp. 447-462.

⁵ NEDELUCU, Mihaela, *Le migrant online*, op. cit. VERTOVEC, *Transnationalism*, London and New York: Routledge, 2009, 250 p.

⁶ NEDELUCU, Mihaela, « Les migrants online: identités, habitus transnationaux et nouveaux modèles du lien social à l'ère du numérique », *Revue d'Etudes comparatives Est Ouest*, no 4/2010, à paraître.

⁷ VERTOVEC, Steven, *Transnationalism*, op. cit.

⁸ NEDELUCU, Mihaela, *Le migrant online*, op. cit. CASTELLS, Manuel, *La société en réseaux. Tome I. L'ère de l'information*, Paris: Ed. Fayard, 1998, 613 p.

de responsabilité au sein des Etats-nations⁹. L'orientation transnationale des migrants renforce souvent leurs valeurs démocratiques à travers la mise en place d'un cadre dual de références. Le transnationalisme migrant demeure toutefois à une focale nationale et la mobilisation des migrants en faveur de leur pays d'origine est souvent perçue comme une forme de nationalisme de longue distance¹⁰. Les Etats d'origine s'adaptent en étendant leur rôle cohésif en dehors des frontières nationales. Ils sont nombreux à s'ouvrir aux régimes de double nationalité et à engager des réformes consulaires et des mesures incitatives à l'égard de leurs ressortissants, encourageant les remises monétaires, la participation économique et le lobby politique. Cette nouvelle logique inclusive enclenche une « *globalisation des politiques locales* » et donne naissance à des « *politiques nationales déterritorialisées* »¹¹. Néanmoins, cette tendance de développer des « politiques de nations globales » ne reflète pas une dilution du pouvoir de l'Etat-nation. Car, s'il étend ses prérogatives au-delà des frontières nationales, l'Etat cherche à réinventer son rôle au sein des processus complexes de gouvernance politique et de gouvernement dans un monde fait de multiples interconnexions (local-global) dans lesquelles se dessinent de nouvelles « *zones de souveraineté graduelle* »¹².

1.1 Citoyenneté à l'ère du numérique

Si la nation peut acquérir une dimension extraterritoriale et peut se propager au-delà des frontières de l'Etat sous forme de transnationalisme, que devient dès lors la citoyenneté dans un monde en voie de globalisation, au carrefour d'amples processus de

⁹ LEVITT, Peggy; GLICK-SCHILLER, Nina « Transnational Perspectives on Migration: Conceptualizing Simultaneity », *International Migration Review* 38 (3), 2003, pp. 1002-1039.

¹⁰ GLICK SCHILLER, Nina; FOURON, Georges (2001) *George Woke Up Laughing: Long Distance Nationalism and the Search for Home*, Durham: Duke University Press, 2001, 352 p.

¹¹ GLICK SCHILLER, Nina; FOURON, Georges, *op. cit.* CASTELLS, Manuel "The New Public Sphere: Global Civil Society, Communication Networks, and Global Governance", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616 (78) 2008, pp. 78-93.

¹² ONG, Aihwa, *Flexible Citizenship. The Cultural Logics of Transnationality*, Durham & London: Duke University Press, 1999, 322 p.

« dénationalisation »¹³, de « globalisation interne »¹⁴, de « glocalisation »¹⁵ ou de « cosmopolitisation »¹⁶ ?

A première vue, la réponse à cette question devrait être simple car « *la citoyenneté politique est typiquement circonscrite, limitée et régulée à l'intérieur des frontières nationales, même quand elle peut être duale ou multiple dans un sens juridico-légal* »¹⁷. Les Etats continuent d'être contraints, dans l'exercice de leur autorité, par les limites territoriales du pouvoir politique et cela même quand ils sont conscients et sensibles face au défi transnational. Néanmoins, si on regarde de plus près les formes de mobilisation et de participation citoyennes des migrants, la réalité s'avère plus complexe. En effet, l'appartenance nationale peut s'exprimer en dehors des mécanismes de régulation politique car « *des personnes qui vivent dans des champs sociaux transnationaux réclament des droits aux Etats en tant que citoyens légaux ou substantiels* »¹⁸. Plus globalement, selon Roger Brubaker « *ce qui constitue la citoyenneté, c'est-à-dire un ensemble de droits ou de modèles de participation, n'est pas nécessairement lié à une appartenance étatique formelle. La citoyenneté formelle n'est ni une condition nécessaire ni suffisante pour la citoyenneté substantielle* »¹⁹. Ainsi, aux aspects purement formels de l'appartenance à un Etat-nation s'ajoutent d'autres facteurs plus substantiels tels que les droits et les responsabilités non seulement politiques mais aussi civils, sociaux, économiques et culturels. Par ailleurs, « *des migrants transnationaux vivent souvent dans un pays où ils ne demandent pas la citoyenneté*

¹³ SASSEN, Saskia, "Globalization or denationalization", *Review of International Political Economy* 10 (1), 2003, pp.1-22.

¹⁴ BECK, Ulrich (2006) *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*, Paris : Aubier, 2006, 378 p.

¹⁵ ROBERTSON, Roland « Globalisation or Glocalization? », *The Journal of International Communication* 1 (1), 1994, pp. 33-52.

¹⁶ BECK, Ulrich, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*, op. cit.

¹⁷ LABELLE, Micheline; MIDY, Franklin « Re-reading citizenship and the transnational practices of immigrants », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 25 (2), 1999, pp.213-32 (voir p. 221, n.t.).

¹⁸ LEVITT, Peggy; GLICK SCHILLER, Nina, op. cit (voir p.24, n.t.)

¹⁹ BRUBAKER, Rogers, *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Harvard University Press, 1992, 270 p. (voir p. 36, n.t.).

et revendiquent la citoyenneté dans un pays où ils ne vivent pas [...] ils peuvent réclamer l'appartenance dans des multiples régimes politiques où ils peuvent être résidents, résidents temporaires, voire absents »²⁰. Cette réalité questionne l'idée que la citoyenneté devrait être circonscrite à l'intérieur des frontières territoriales d'une communauté nationale. Certains auteurs soulignent l'émergence d'une forme de « *citoyenneté transnationale* »²¹ ou de « *citoyenneté flexible* » qu'Aihwa Ong explique par une logique culturelle de la mobilité qui incite les sujets « *à répondre de manière fluide et opportuniste à des conditions politico-économiques changeantes* »²².

Ce débat s'enrichit d'une dimension nouvelle à l'ère du numérique. Les TIC favorisent l'émergence de nouvelles sphères publiques transnationales au sein desquelles des populations migrantes et non-migrantes se rencontrent, partagent des intérêts et des valeurs communs et se mobilisent ensemble pour défendre des causes d'intérêt public dans de nouveaux espaces d'action collective²³. Manuel Castells met en évidence le déplacement d'une sphère publique « *articulée autour des institutions nationales d'une société territorialement délimitée vers une sphère publique constituée autour du système des médias* »²⁴. Les réseaux Internet et les ressources qui y circulent constituent alors un outil clé pour doper l'exercice de la responsabilité civique et la participation au sein d'une « *société en réseaux* »²⁵ qui « *organise sa sphère publique plus que toute autre forme historique*

²⁰ FITZGERALD, David, *Negotiating Extra-Territorial Citizenship: Mexican Migration and the Transnational Politics of Community*, La Jolla, CA: Center for Comparative Immigration Studies, Monograph Series No. 2, 2000 (voir p. 10, n.t.).

²¹ BAUBÖCK, Rainer, *Transnational Citizenship: Membership and Rights in International Migration*, Edward Elgar, Aldershot, UK, 1994, 360 p.

²² ONG, Aihwa, *Flexible citizenship*, *op. cit.* (voir p.6, n.t.)

²³ NEDELCO, Mihaela, *Le migrant online*, *op. cit.* MITRA, Ananda; WATTS, Eric « Theorizing Cyberspace: the Idea of Voice Applied to the Internet Discourse », *New Media Society* 4, 2002, pp. 479-498.

²⁴ CASTELLS, Manuel, « The new public sphere », *op. cit.* (voir p. 90, n.t.).

²⁵ CASTELLS Manuel, *La société en réseaux*, *op. cit.*

d'organisation sur la base des réseaux de communication média »²⁶. Une « nouvelle sphère publique globale » se forge ainsi autour d'un « espace de communication multimodale » construit sur la trame des réseaux et des systèmes de communication Internet²⁷. On peut parler d'une nouvelle « *démocratie de la communication* » fondée sur les nouveaux médias des masses qui fonctionnent grâce à des réseaux horizontaux de communication, et qui sont pour cette raison profondément différents des mass-médias²⁸.

2. Netizenship: nouveaux modèles de mobilisation et de participation des migrants

Deux études de cas nous permettent de discuter et d'analyser l'impact des TIC et en particulier d'Internet sur la mobilisation citoyenne des migrants roumains, dans deux contextes différents.

2.1. www.casa-romanilor.ch: une campagne online équilibre un discours diffamatoire sur les immigrants roumains en Suisse

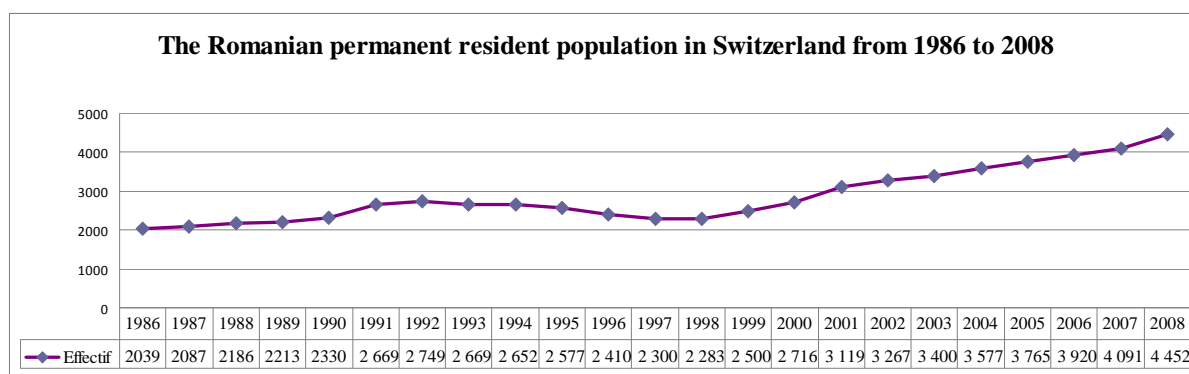
La Suisse, qui n'est pas un Etat-membre de l'Union européenne (UE), ne constitue pas une destination privilégiée pour les migrants roumains. En 2008, le nombre total des personnes d'origine roumaine dans la population étrangère résidente permanente en Suisse se limitait à quelque 4 452 individus, soit approximativement le double des effectifs enregistrés en 1989 (Tableau 1).

Tableau 1 : La population résidente permanente d'origine roumaine en Suisse de 1986 à 2008

²⁶ CASTELLS, Manuel, "The new public sphere", *op. cit.* (voir p. 79, n.t.)

²⁷ CASTELLS, Manuel, *idem.*

²⁸ DE ROSNAY, Joël, *La révolte du pronétariat. Des mass média aux médias des masses*. Paris : Ed. Fayard, 2006, 251 p.



Source: Statistiques des étrangers et de l'asile (Volume 1 : Effectifs et mouvements ; Volume 2 : Résultats rétrospectifs) de l'Office fédéral des migrations (ODM), édition 2008.

Cette évolution est plutôt singulière en rapport avec les pays de l'UE qui ont attiré des flux massifs de migrants roumains, à la fois qualifiés et peu qualifiés, en situation régulière et irrégulière²⁹.

Une des raisons de cette présence particulièrement faible des Roumains en Suisse est liée à la politique migratoire suisse. Basée sur un modèle « à deux cercles », elle accorde une préférence légale aux travailleurs étrangers ressortissants des pays européens (1^{er} cercle) face aux nationaux de tout autre pays (2^{ème} cercle). Pour cette raison, les migrations de travail en provenance de Roumanie ont été découragées jusqu'en 2009 quand un protocole d'extension de la libre circulation des Roumains et des Bulgares a été adopté (au 1^{er} juin). Néanmoins, la migration roumaine demeure strictement régulée jusqu'en 2016 par l'introduction de contingents limités de travailleurs roumains et bulgares sur le marché du travail suisse.

Par ailleurs, la Suisse occupe une place d'exception dans le paysage géopolitique européen. Ses rapports avec l'UE sont régis par un accord entré en vigueur au 1^{er} juin 2002, comportant sept chapitres dont un sur la libre circulation des personnes. Cet accord (« Bilatérales I ») avait été validé en 2000 par un référendum populaire, sous condition d'une

²⁹ SANDU, Dumitru (ed.) *Locuirea temporară în străinătate. Migrația economică a românilor 1990-2006*, Bucuresti: Fundatia pentru o Societate Deschisa, 2006, <http://www.osf.ro>

clause probatoire de sept ans. En 2009, la Suisse a dû se prononcer sur l'abrogation ou la reconduite illimitée de l'accord, y compris l'extension des droits de libre circulation de la force du travail aux ressortissants de deux derniers pays membres de l'UE, la Roumanie et la Bulgarie. Le parlement suisse a regroupé les deux questions (le renouvellement de l'accord avec l'UE et son application à la Roumanie et la Bulgarie) dans un décret fédéral unique, adopté à la majorité des voix des parlementaires. Certains milieux politiques de droite³⁰, opposés à la reconduction de l'accord mais surtout à son extension aux deux nouveaux Etats membres de l'UE, ont lancé un référendum³¹ contre ce décret. Ils ont misé sur des arguments tels que : le syndrome du « plombier polonais », la peur du « dumping salarial », les risques de voir la criminalité augmenter, etc. L'Union Démocratique Chrétienne (UDC), bien qu'elle ne soit pas à l'origine du référendum, en a fait son champ de bataille. Elle a lancé une campagne média offensive et publié une affiche provocatrice montrant trois corbeaux menaçant la Suisse (Figure 1). Cette affiche politique a envahi l'espace public des villes suisses et occupé une place de premier rang dans l'espace publicitaire des journaux nationaux. En parallèle, les représentants de l'UDC ont multiplié leurs interventions dans les principaux médias en insistant sur le risque d'une « déferlante roumaine », et notamment de l'augmentation dramatique de la délinquance associée aux populations Rom. Les télévisions régionales et nationales ont organisé de nombreux débats dans lesquels des arguments des plus divers et contradictoires ont été défendus. Néanmoins, le discours public a été dominé par un amalgame persistant entre « Roms criminels » et « travailleurs roumains » ; dans l'imaginaire collectif, les « corbeaux noirs » ont été associés généralement aux futurs immigrés roumains assimilés de manière réductrice à des migrants Rom venant de Roumanie.

³⁰ Lega dei Ticinesi, les jeunes UDC (Union démocratique chrétienne) et les Démocrates suisses.

³¹ Selon la constitution suisse, toute question d'intérêt public peut être soumise à la voix populaire par référendum à condition qu'au moins 50 000 signatures soutiennent une telle initiative.

Figure 1 : L’affiche de l’UDC dans la campagne référendaire



«Ouvrir la porte aux abus ? Non !», UDC, 2009

L’affiche a provoqué un scandale, le débat dépassant les frontières de la Suisse. L’Etat roumain a utilisé des canaux diplomatiques pour exprimer son inquiétude et l’ambassadeur suisse à Bucarest a été invité par le ministre roumain des Affaires étrangères à donner des explications sur cette campagne. A Berne, les représentants diplomatiques roumains ont silencieusement travaillé pour créer une opinion plus favorable au sein des milieux politiques et économiques suisses.

En réponse à cette situation, plusieurs immigrants roumains de Suisse ont réagi en commençant à prendre position à l’égard du débat politique. Bien que les Roumains manquent des structures communautaires solides dans les cantons suisses³², le site web www.casa-romanilor.ch³³ a assumé un rôle clé dans la mobilisation des Roumains de Suisse au sujet du référendum. Le créateur du site a utilisé les réseaux formés autour de cette agora virtuelle afin

³² A une exception près, les associations culturelles roumaines (au nombre de sept) sont très récentes et plutôt fragmentées, avec peu d’expériences collaboratives.

³³ Ce site a été créé en 2003 par un jeune informaticien roumain établi à Zurich avec le but d’offrir une plateforme communautaire qui puisse ensuite servir de base pour la création d’une association roumaine au niveau national. Le nom de ce site, *Casa Romanilor*, a une forte signification symbolique : la « maison roumaine » en Suisse.

de lancer une contre-campagne ayant comme but d'améliorer l'image de la communauté roumaine de ce pays tout en lui donnant un droit à l'expression. Au début du mois du décembre 2008, il a posté sur la page principale du site web un appel à l'action en initiant la campagne d'image « La Suisse vote pour nous aussi ! ». L'idée de cette campagne était tout d'abord d'envoyer un signal clair au peuple suisse qu'il n'y a aucune raison objective de craindre les immigrés roumains. Ce message devait être transmis par des Roumains éminents résidant en Suisse, des Suisses impliqués dans des activités économiques, culturelles ou humanitaires en Roumanie, ainsi que d'autres personnalités roumaines et des migrants potentiels de Roumanie. Ensuite, cette campagne ambitionnait aussi à susciter une prise de conscience parmi les doubles nationaux afin d'encourager les Roumains naturalisés suisses à participer au vote.

Le site web *Casa Romanilor* a hébergé ce projet. La stratégie de communication mise en place s'est focalisée sur les canaux Internet, visant à placer des bannières sur d'autres sites web suisses à haut trafic renvoyant vers les pages de la campagne (traduites en français et en allemand). Bien que le temps très court jusqu'aux votations (deux mois) a constitué un obstacle pour l'implémentation efficace de cette stratégie, l'initiative a reçu un écho positif et a éveillé l'intérêt de la communauté roumaine. Quelques dizaines de personnes ont pris position publiquement et ont envoyé des messages pour être publiés online. Leurs arguments ont été des plus variés, en soulignant le profil diversifié des immigrés roumains de Suisse, la contribution de ces derniers à la croissance économique, aux milieux de la recherche et de l'innovation en Suisse, les traits culturels et historiques de l'amitié roumano-suisse, des projets concrets de dialogue interculturel, des données statistiques objectives concernant les flux migratoires des Roumains en Europe et en Suisse, des expériences plus subjectives et affectives témoignant d'une solidarité roumano-suisse, etc. Une artiste roumaine de Zürich a

dessiné une affiche alternative qui a été adoptée comme symbole de la campagne roumaine (figure 2).



Les forums de discussions de *Casa Romanilor* sont devenus une arène démocratique d'expression, où des citoyens roumains vivant en Suisse, en Roumanie ou ailleurs dans le monde, mais aussi des citoyens suisses sont venus exprimer et confronter leurs opinions, en formulant des arguments *pro et contra*.

Un « mouvement d'action contre l'affiche diffamatoire d'UDC » plus ciblé a vu ainsi le jour, se concrétisant dans une lettre de protestation adressée au Président de la Confédération et au gouvernement suisse. Cette lettre a été signée online par 512 personnes. Si la plupart des signataires sont des Roumains résidant en Suisse et des Suisses pro-européens et sympathisants de la Roumanie, quelques dizaines étaient des Roumains vivant en France, Allemagne, aux Etats-Unis, en Italie, Espagne et Roumanie.

L'enjeu du référendum étant de taille à la fois pour le gouvernement suisse comme pour celui roumain, la campagne de *Casa Romanilor* a été remarquée par les milieux politiques et

les médias nationaux des deux pays. Cette « voix virtuelle » a pu ainsi pénétrer l'espace des médias dominants. Les grands quotidiens roumains ont repris les arguments de la campagne et ont publié dans leurs pages certains des sujets traités par les internautes. Quelques participants à la campagne online, identifiés en tant que leaders d'opinion, ont été approchés par des radios et des télévisions suisses et invités à participer à des débats publics (télévisés). D'autres personnes, encouragées par l'effet « boule de neige » générée par cette campagne, ont osé prendre d'autres initiatives privées. Certaines ont contacté des journaux et des associations locaux, d'autres ont agi comme promoteurs de la « cause roumaine » dans leur entourage immédiat (collègues, voisins, etc.).

S'il reste difficile d'apprécier la portée et l'impact réel de la campagne online sur le résultat final du vote, il faut cependant noter le rôle crucial du site *Casa-Romanilor* pour faire place à un discours minoritaire dans le jeu des médias. D'une part, Internet a contribué à l'organisation horizontale de la communauté roumaine (transnationale). D'autre part, il a généré une dynamique d'en bas qui a pénétré dans le débat dominant, permettant ainsi d'entendre la voix d'une minorité.

2.2. « Ad Astra »: un projet e-diaspora des scientifiques roumains³⁴

Basée sur une recherche *netnographique*³⁵ et en particulier sur l'observation du site web www.ad-astra.ro, la seconde étude de cas analyse les mécanismes des actions transnationales initiées au sein d'un réseau Internet de scientifiques roumains. Elle met en évidence les différentes phases du développement du réseau. En outre, elle permet de comprendre l'impact d'une e-diaspora scientifique sur les processus de réforme de l'éducation et de la recherche en

³⁴ Pour une discussion étendue de cette étude de cas et des limites du paradigme du « brain drain » voir NEDELCU, Mihaela, « Du brain drain à l'e-diaspora : vers une nouvelle culture du lien à l'ère du numérique ? », *TIC et Société*, numéro « TIC et diasporas », Vol. 3, No. 1, 2009.

³⁵ NEDELCU, Mihaela, *Le migrant online*, op. cit.

Roumanie, ainsi que les facteurs qui ont contribué à forger la crédibilité et la légitimité de ce réseau en tant qu'acteur reconnu de la société civile, face aux autorités et à d'autres institutions roumaines.

2.2.1. www.ad-astra.ro – une plateforme d'échanges et une « vitrine » d'une communauté des scientifiques roumains

Le projet *Ad-Astra* est né en 2000 en marge d'une rencontre des scientifiques roumains de l'étranger organisée à Bucarest par l'Ambassade des Etats-Unis et le Président de la Roumanie. Un chercheur roumain travaillant dans un institut américain d'océanographie a proposé de créer un journal online afin de donner plus de visibilité à la recherche produite par des scientifiques d'origine roumaine. Une dizaine de participants, doctorants et jeunes chercheurs actifs dans des domaines aussi divers que la chimie, la médecine, la biologie, les mathématiques, la sociologie, la physique, l'ingénierie et l'informatique ont adhéré à cette initiative. Une année plus tard, le journal électronique *Ad Astra* a vu le jour suite à des échanges intenses par email entre les membres du groupe d'initiative. Dès le début, la liste de discussions associée à ce groupe a constitué un outil de communication adéquat et dynamique, les membres étant dispersés aux Etats-Unis, en Suède, France, Espagne, Suisse et Roumanie.

Le site web www.ad-astra.ro constitue une véritable plateforme d'échanges et un réservoir de compétences et d'expertises scientifiques. Il héberge non seulement le journal électronique mais aussi un agenda d'événements et de manifestations scientifiques, une « bibliothèque scientifique » roumaine et une base de données « Who's Who³⁶ » des scientifiques roumains. Par ailleurs, les débats vifs déployés au sein de la liste de discussions

³⁶ Le critère formel pour s'y inscrire est restrictif : il faut avoir publié dans des journaux scientifiques internationaux, indexés ISI. L'édition « Who's Who » 2008 réunit plus de 800 scientifiques roumains avec une production scientifique de *mainstream*, dont la moitié réside en Roumanie.

se sont concrétisés dans de nombreux rapports et analyses publiés dans le journal online. Le but de ces études est double. D'une part, les articles publiés dans le journal *Ad Astra* visent à attirer l'attention du large public sur les enjeux des processus de réforme de l'éducation et de la recherche en Roumanie. Ils critiquent l'anachronisme, la corruption et l'inertie qui bloquent ces processus. D'autre part, les membres du réseau actifs à l'étranger proposent une série de mesures afin d'améliorer significativement la qualité de l'environnement de la recherche au pays. A titre d'exemple, le groupe produit depuis 2006 un « Livre blanc » de la recherche roumaine. Il s'agit d'une base de données répertoriant toutes les publications ISI des auteurs roumains, qui peut être interrogée librement depuis le site www.ad-astra.ro selon différents critères (domaine, année, université, personne), et qui sert d'instrument objectif de mesure de l'activité de recherche. *Ad Astra* a pu ainsi montrer qu'environ 9 000 chercheurs roumains (soit environ 34% du nombre total) ont publié au moins un article dans une revue cotée ISI pendant les cinq dernières années. En même temps, il s'est avéré qu'entre 2001 et 2005, 53% des experts en charge de l'évaluation des projets de recherche en Roumanie n'avaient publié aucun article coté ISI³⁷.

2.2.2. De la discussion transnationale à l'action locale. Comment un réseau virtuel devient acteur de la société civile roumaine

La communication par email représente la clé de voûte du fonctionnement à distance et du succès de la mise en réseau des chercheurs de l'étranger et du pays, opérant comme un catalyseur de la communauté scientifique roumaine. Néanmoins, les membres du réseau virtuel ont cherché des moyens novateurs pour investir davantage l'espace public et attirer l'attention de la sphère décisionnelle roumaine. Bien que la plupart d'entre eux ne se soient

³⁷ Selon Florian, R. (2006) « Oamenii de stiinta din Romania si recunoasterea rezultatelor lor », *Ad Astra* 5 (1), 2006, www.ad-astra.ro/journal

jamais rencontrés en chair et en os, en 2002, ils ont enregistré en Roumanie une association non gouvernementale³⁸. Cet enracinement territorial et national d'*Ad Astra* lui assure une nouvelle légitimité d'action, le réseau virtuel devenant ainsi membre à part entière de la société civile. Son institutionnalisation constitue une capitalisation politique des ressources humaines et sociales des scientifiques roumains expatriés.

Par ailleurs, le réseau multiplie les prises de position dans les mass-médias (articles dans des journaux nationaux, interviews à la radio et la télévision roumaine, etc.) et participe constamment à de nombreux débats publics. De par leur engagement militant, certains des membres les plus actifs du groupe sortent de la « tour d'ivoire » de l'homme des sciences pour embrasser le rôle du scientifique qui parle au pouvoir, assumant des responsabilités civiques (voire politiques). En même temps, dans le dessin de cette nouvelle structure, les membres du réseau qui résident en Roumanie jouent un rôle clé. Ils constituent l'interface entre une entité transnationale (le réseau déterritorialisé) et les institutions roumaines.

2.2.3. Légitimité et reconnaissance dans le champ de l'action politique

En opposant à l'inertie locale le dynamisme et l'esprit de compétition propres au monde académique occidental, *Ad Astra* a œuvré pour créer un climat collaboratif et produire une vision de long terme des changements nécessaires pour assainir les milieux de la recherche. En assurant un monitoring de qualité et en questionnant sans relâche les autorités politiques au sujet de l'implémentation de la réforme, l'association s'est peu à peu imposée comme un partenaire compétent et informé, obtenant quelques résultats plutôt remarquables. A titre d'exemple, le Conseil national de la recherche scientifique et de l'éducation (CNCSIS) s'est inspiré des suggestions d'*Ad Astra* pour introduire de nouveaux critères dans les procédures d'évaluation, de sélection et de financement de la recherche. En outre, en 2007 deux

³⁸ En 2008, l'organisation Ad-Astra comptait 54 membres dont plus que la moitié réside en Roumanie.

membres³⁹ d'*Ad Astra* ont été invités à siéger dans la commission présidentielle chargée d'analyser et de développer de nouvelles directions de la politique de la recherche et de l'éducation.

Bien qu'*Ad Astra* ait connu également de nombreux dysfonctionnements et obstacles, cette étude de cas montre qu'un réseau virtuel déterritorialisé peut déclencher – sous certaines conditions – des changements profonds dans le pays d'origine. Internet représente alors un vecteur clé des échanges entre des personnes dispersées dans différents coins du monde, mais aussi entre l'ONG et les structures sociales et politiques du pays. L'orientation activiste du réseau est le moteur d'une unité extraterritoriale basée sur un sens civique commun. En outre, le groupe de discussions facilite la propagation des valeurs universelles dans un contexte transnational où migrants et non-migrants s'associent autour d'une cause commune. En même temps, le transfert de connaissances et d'expertises se réalise par une symbiose des dynamiques d'action et d'interaction mixtes, à la fois virtuelles/numériques et de face-à-face, construites grâce à un effort social, politique et technique de long terme. La réceptivité des acteurs politiques et institutionnels reste néanmoins une condition fondamentale pour le succès de telles actions.

Conclusion: Nouvelles formes de participation et de citoyenneté

Cet article souligne l'apport des TIC dans la discussion des formes de mobilisation politique et citoyenne des (trans)migrants. D'une part, Internet offre aux minorités migrantes un nouvel espace d'expression, plus facilement accessible. D'autre part, il crée des conditions propices à l'action collective des populations migrantes et non-migrantes dispersées.

³⁹ Depuis décembre 2009, une de ces personnes occupe la fonction de ministre du département de l'éducation, de la recherche, de la jeunesse et du sport dans le gouvernement roumain. Il a fait appel à ses collègues d'*Ad Astra* afin qu'ils restent vigilants et qu'ils lui offrent leur soutien dans ce nouveau défi d'implémenter une réforme profonde de l'enseignement de la recherche dans un climat peu favorable de récession économique, miné par de nombreux conflits sociaux.

De cette façon, Internet génère un nouveau modèle participatif articulant des dimensions et des dynamiques à la fois locales et globales. En outre, il donne naissance à des nouvelles formes de « *diplomatie publique* » ou de « *diplomatie du public* »⁴⁰ qui « *renforce le dialogue entre différents collectifs sociaux et leurs cultures dans l'espoir de partager le sens et la façon de comprendre* »⁴¹.

En conclusion, le *netizenship* se précise comme une nouvelle forme horizontale de participation et de citoyenneté active. Internet produit de nouveaux mécanismes d'interaction (déterritorialisée) des minorités migrantes avec la société civile et l'Etat et génère ainsi un nouvel équilibre des relations de pouvoir au sein d'une sphère publique transnationale.

⁴⁰ CASTELLS, Manuel, "The new public sphere", *op. cit.*

⁴¹ *Idem.* (voir p. 91, n.t.)